

pas toujours une hausse des taux de croissance. La diversification des exportations et l'abandon progressif d'une économie essentiellement tributaire des exportations de produits de base pourraient s'avérer des facteurs plus importants.

Le gouvernement joue un rôle complexe dans le processus de croissance. Il semble y avoir une relation positive entre la croissance économique et le degré d'autonomie qu'exerce le gouvernement pour privilégier des objectifs à long terme - comme les politiques d'investissement - par rapport à des objectifs à court terme comme les politiques de subventionnement, de favoritisme et de patronage. La politique fiscale du gouvernement peut, par exemple, favoriser la croissance si elle est axée sur les dépenses d'infrastructure plutôt que sur les dépenses de consommation courante. De même, une politique de stabilité monétaire est souhaitable pour enrayer l'inflation et réduire au minimum la spéculation improductive. Le degré de stabilité politique est aussi un facteur important de la croissance à long terme.

Bien que la croissance économique soit un processus complexe qui n'est pas encore très bien compris, le Canada peut appliquer, aux plans bilatéral et multilatéral, un certain nombre de grandes mesures visant à améliorer les perspectives de croissance des nations les plus pauvres du monde. Il peut par exemple mieux cibler et coordonner les ressources d'aide, notamment en focalisant davantage l'aide aux pays qui fournissent une stabilité macro-économique, étudier les incidences à long terme des actuels programmes d'ajustement structurel du FMI et de la Banque mondiale, et réduire les obstacles commerciaux que les pays de l'OCDE posent aux importations depuis les pays en développement. La mise en application intégrale des résultats des NCM selon l'échéancier prévu constituerait une importante contribution à cet égard.